

TABLE RONDE **Nouvelle loi sur les étrangers:** **la parole est aux migrantes!**

en collaboration avec le Réseau des femmes en politique extérieure
et la Section suisse d'Amnesty International

INVITATION A UN FORUM DE DISCUSSION

„Une politique et des lois discriminatoires?“

- Sans nous!

Samedi 18 février 2006, 10h45 – 16h00 env.
à espacefemmes/frauenraum Fribourg
Rue Hans Fries 2 (voir plan au verso)

(avec dîner en commun)

En Suisse, deux nouvelles lois discriminatoires et ségrégationnistes sont actuellement débattues : la modification de la Loi sur l'asile (LAsi)¹ et la Loi fédérale sur les étrangers (LEtr)². Un double référendum a été lancé, si bien que le peuple suisse sera invité à se rendre aux urnes cette année encore. L'heure est à la récolte des signatures.

Ces nouvelles lois sont empreintes d'un esprit d'exclusion, qui bafoue les droits humains fondamentaux. Les femmes migrantes sont les victimes directes de ces réglementations xénophobes. Bon nombre d'entre elles qui, aujourd'hui partagent notre quotidien, n'auraient pas obtenu l'asile ou le séjour si de telles lois avaient été en vigueur. Elles voient leurs droits considérablement restreints.

- 1) La modification de la loi sur l'asile plonge dans la détresse des êtres humains qui ont besoin de protection : des personnes persécutées qui ne pourront présenter des papiers d'identité dans les 48 heures seront renvoyées; des femmes et des enfants non accompagnés ainsi que des familles entières seront condamnées à vivre dans la rue alors que les demandeurs d'asile déboutés risquent jusqu'à 2 ans de prison.*
- 2) La nouvelle loi sur les étrangers est une loi spéciale qui touche 700'000 personnes en Suisse. Cette loi touche de plein fouet les femmes: séjour précarisé (même en cas de violence domestique), restrictions imposées au regroupement familial, ingérence de l'Etat dans les relations de couple et mesures de contraintes disproportionnées, telles sont les principaux piliers de la nouvelle loi qui bafoue les droits fondamentaux des femmes.*

Lors du forum du 18 février 2006, organisé conjointement par la FemCo, Amnesty International et le Réseau des femmes en politique extérieure, les migrantes auront la parole : elles auront l'occasion de témoigner de leurs propres expériences en matière de migration, mais aussi de s'exprimer sur les conséquences des nouvelles lois dans leur vie actuelle ou sur ce qu'il serait advenu d'elles si ces réglementations avaient déjà été en vigueur auparavant.

Amies, collègues, migrantes, militantes... nous vous invitons toutes à partager vos expériences et à débattre avec nous de ce thème crucial. Au terme des discussions, toutes les personnes ayant le droit de vote en Suisse devraient disposer des arguments nécessaires afin de glisser un NON ferme et sans équivoque dans les urnes. Afin que pareilles discriminations n'aient jamais cours. Ni aujourd'hui, ni demain.

Traduction simultanée français - allemand

Participation souhaitée: Fr.